

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
aux 47^e *Canadian-American Days***

Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

**Myrtle Beach, Caroline du Sud, États-Unis d'Amérique
du 25 au 30 mars 2008**

Rapport

Du 25 au 30 mars 2008, le député Rob Merrifield, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis (GIP), a mené une délégation des membres du GPI aux 47^e Canadian-American Days à Myrtle Beach, en Caroline du Sud. Cette délégation était composée entre autres du sénateur Frank Mahovich, du député Tom Lukiwski, de M. Brad Trost, de l'honorable Wayne Easter, C.P., député, du député Guy André et de M. Paul Crête.

Ont également assisté aux réunions l'honorable Peter Milliken, C.P., député et président de la Chambre des communes du Canada, l'honorable Jay Hill, C.P., député et secrétaire d'État, l'honorable Gary Lunn, C.P., député et ministre des Ressources naturelles, l'honorable Monte Solberg, C.P., député et ministre des Ressources humaines et du Développement social, et l'honorable Greg Thompson, C.P., député et ministre des Anciens combattants, qui sont tous intervenus comme experts. Le chef d'état-major de la Défense nationale du Canada, le général Rick Hillier, l'ambassadeur des États-Unis au Canada, David Wilkins, les représentants américains Henry Brown et J. Gresham Barrett, ainsi que divers représentants des secteurs public et privé du Canada et des États-Unis ont également assisté aux réunions.

Les membres du GIP se sont rendus en Caroline du Sud pour participer à des réunions d'experts sur quatre sujets :

- l'amélioration de la relation commerciale bilatérale;
- le Canada comme « superpuissance énergétique »;
- les réalités politiques de deux démocraties diversifiées;
- les États-Unis, le Canada et la scène mondiale.

À chaque séance, l'ambassadeur Wilkins a posé une série de questions, et les experts participants ont été invités à faire des commentaires. À l'ouverture des réunions, il a signalé que la Caroline du Sud et le Canada avaient toujours joui d'une relation commerciale et touristique mutuellement avantageuse, bien que nous puissions toujours faire mieux compte tenu des changements dans nos économies, des défis qui se posent en ce qui concerne la frontière et de la nécessité de poursuivre la lutte mondiale contre le terrorisme. L'ambassadeur Wilkins a souligné le fait que malgré les divergences que connaissaient parfois le Canada et les États-Unis, nos deux pays réussissaient toujours à trouver des solutions.

Les membres du Groupe interparlementaire jugent très importante la relation entre le Canada et la Caroline du Sud, un des 36 États américains pour lesquels le Canada constitue la principale destination des exportations. D'après de récentes estimations, environ 95 250 emplois en Caroline du Sud dépendent des échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis, et le commerce bilatéral atteint environ 4,8 milliards de dollars par année; les exportations vers le Canada s'élèvent à environ 2,8 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance du Canada représentent près de

2 milliards de dollars. De plus, des données récentes semblent indiquer que près de 450 800 Canadiens se rendent chaque année en Caroline du Sud, où ils dépensent environ 224 millions de dollars, alors que près de 78 500 résidents de la Caroline du Sud visitent le Canada et y font des dépenses de l'ordre de 55 millions de dollars. L'ouverture en 2007 d'un bureau du commerce et du tourisme de la Caroline du Sud à Toronto (Ontario) donne aussi une bonne idée de l'importance de cette relation.

Vu l'importance de la relation commerciale et touristique entre le Canada et la Caroline du Sud, les membres du Groupe interparlementaire ont l'intention de poursuivre leurs efforts en vue de cultiver cette relation, y compris par la participation éventuelle en 2009 aux Canadian-American Days qui se tiennent annuellement à Myrtle Beach et de continuer à dialoguer avec le gouverneur de la Caroline du Sud, les représentants de l'État et la délégation fédérale à Washington, D.C. À cet égard, il convient de noter que le représentant Brown est un des coprésidents du *Congressional Friends of Canada Caucus*.

RENFORCER LES LIENS QUI NOUS UNISSENT : COMMENT AMÉLIORER LA MEILLEURE RELATION D'AFFAIRE DU MONDE

Experts :

L'honorable Monte Solberg, C.P., député, ministre des Ressources humaines et du Développement social du Canada

L'honorable Henry Brown, membre de la Chambre des représentants des États-Unis et coprésident du *Congressional Friends of Canada Caucus*

Secrétaire Joe Taylor, Jr., Département du commerce de la Caroline du Sud

M. Bob Deluce, Président et premier dirigeant, Porter Air

M. Michael Keaveny, U.S. Commercial Service of Canada

Question : Quel est le plus grand défi ou problème économique que connaisse la relation entre le Canada et les États-Unis?

Le *Ministre Solberg* lance la discussion en affirmant qu'à court terme, l'état de l'économie américaine et d'autres économies crée des défis. Face à cette réalité, il faut selon lui garder la relation commerciale et d'investissement direct à l'étranger aussi fort que possible; nous devons aussi assurer la libre circulation transfrontalière des travailleurs.

Faisant pour sa part observer que le *Congressional Friends of Canada Caucus* est composé d'une centaine de membres, le *représentant Brown* rappelle aux participants que le Canada compte de nombreux amis au Congrès américain. Il souligne également la relation commerciale et touristique favorable ainsi que la montée de la valeur relative du dollar canadien. Il signale les efforts que le Congrès a déployés dans l'important dossier de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental et affirme que notre frontière commune est passablement ouverte et devrait continuer à l'être. Enfin, il mentionne le financement de routes bilatérales.

Le *secrétaire Taylor* traite de la relation touristique bilatérale qui existe entre le Canada et la Caroline du Sud et mentionne le bureau de la Caroline du Sud à Toronto. Selon lui,

les enjeux importants se présentent à la frontière entre nos deux pays, qui doit demeurer ouverte et sûre; il faut donc attacher une grande importance aux questions frontalières. Il souligne également que les États-Unis et la Caroline du Sud bénéficient de l'investissement direct à l'étranger du Canada et il fait notamment état des investissements canadiens dans l'industrie des produits forestiers en Caroline du Sud.

M. Keaveny est d'avis que le défi que les deux pays doivent relever consiste à préserver leur compétitivité sur les marchés mondiaux, où nous sommes appelés à faire concurrence avec les économies émergentes. Il fait également des observations au sujet du commerce de produits énergétiques entre le Canada et les États-Unis, et de l'intégration de secteurs comme ceux de l'automobile et des télécommunications.

M. Deluce rappelle aux participants que l'industrie des lignes aériennes fait quotidiennement face à de nouveaux défis; il mentionne par exemple l'accroissement du prix du carburant et les fluctuations de la devise. En ce qui concerne ce dernier point, il signale que la situation a été favorable pour les lignes aériennes, mais désastreuse pour le secteur canadien de la fabrication. À son avis, il faudrait harmoniser les documents de passage de la frontière et encourager la participation à des programmes comme NEXUS. *M. Deluce* aborde également les questions de douanes, d'immigration et de prédédouanement. Il est enfin d'avis que, lorsqu'il se produit des fluctuations, il y a toujours moyen de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

Question : Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils préoccupés par la possibilité d'une renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain?

Le *ministre Solberg* qualifie le Canada comme de pays commerçant et fait observer que nos échanges se font en grande partie avec les États-Unis; par conséquent, les Canadiens sont préoccupés par toute discussion de changements éventuels dans les ententes commerciales. De plus, selon lui, les Canadiens sont toujours à la recherche de moyens de bonifier l'Accord de libre-échange nord-américain. Le ministre Solberg préconise de traiter clairement des avantages réels des échanges commerciaux fondés sur des règles et de continuer à sensibiliser le public aux avantages sur le plan du niveau de vie que le commerce procure.

Question : Dans quelle mesure le Congrès des États-Unis appuie-t-il l'Accord de libre-échange nord-américain? Quel degré de protectionnisme le Congrès préconise-t-il en matière d'accords commerciaux?

Le *représentant Brown* fait observer que bien que le président Bush soit en faveur du libre-échange, le « nouveau climat » qui règne à Washington n'est pas favorable au libre-échange. Le Congrès se montre plus protectionniste, et des préoccupations sont exprimées au sujet des droits des travailleurs et de la protection de l'environnement. À son avis, il faut trouver des moyens d'augmenter le niveau de vie dans les pays en développement; le commerce est justement un outil qui peut être utilisé à cette fin étant donné que le libre-échange améliore la qualité de vie des partenaires commerciaux.

Question : Il y a-t-il un nombre important de membres de la Chambre des représentants des États-Unis qui sont en faveur de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain?

Selon le *représentant Brown*, on parle beaucoup à Washington de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain. Il s'attend à ce qu'il soit difficile à l'avenir de conclure des accords de libre-échange, qui prévoiront un degré restreint de « liberté » parce qu'ils incluront vraisemblablement des dispositions au sujet des normes de travail.

Question : Que signifierait pour le Canada un changement au niveau de l'administration des États-Unis? Quelle importance revêt pour la relation bilatérale un changement de gouvernement dans l'un ou l'autre pays?

Selon *M. Deluce*, la relation et les amitiés bilatérales demeurent vigoureuses, peu importe le parti au pouvoir dans l'un ou l'autre pays; toutefois, leur vigueur augmente ou baisse selon les personnalités en jeu. À son avis, les deux pays doivent veiller au maintien d'une relation étroite et respectueuse.

Le *ministre Solberg* affirme que les États-Unis sont le meilleur voisin et allié du Canada et que tout ce qui se produit aux États-Unis est important pour le Canada et le reste du monde; c'est pourquoi on se préoccupera toujours de changements dans la politique publique qui ont des effets préjudiciables. Il fait observer que le Canada collaborera avec quiconque deviendra président des États-Unis. Enfin, il signale que le phénomène des discours électoraux enflammés se produit dans les deux pays.

M. Keaveny rappelle aux participants que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis a été signé sous le président George H. Bush, tandis que l'Accord de libre-échange nord-américain a été signé sous le président Bill Clinton. Il souligne que les deux partis politiques aux États-Unis ont signé des accords commerciaux.

Question : S'il est vrai que les Canadiens pensent « commerce » en premier lorsqu'ils songent à la frontière alors que les Américains pensent « sécurité » avant tout, est-ce que la situation s'améliore ou empire à notre frontière commune?

Selon le *secrétaire Taylor*, le tourisme et les exportations constituent des éléments essentiels de l'économie de la Caroline du Sud. À son avis, la facilité de passage à la frontière et les dépenses effectuées par les Canadiens avantagent la Caroline du Sud.

M. Keaveny affirme que les questions frontalières se posent tous les jours et qu'un dialogue s'impose. D'après lui, les attentats du 11 septembre 2001 ont fait peur aux Américains, et il est difficile pour les Canadiens d'accepter que la relation entre nos pays ait changé pour ce qui est de la facilité de passage de la frontière. *M. Keaveny* traite aussi de l'importance des États-Unis sur les marchés mondiaux et affirme que le commerce est influencé par la sécurité et que les États-Unis ont besoin de sécurité. Enfin, il déclare que pour tout problème il existe une solution.

M. Deluce fait observer que, pour les lignes aériennes, les frontières revêtent une importance capitale et que le passage de notre frontière commune devrait se faire de manière transparente. Il souligne l'importance du prédédouanement, en ajoutant cependant que cela ne fonctionne pas toujours bien. Il donne l'exemple de l'Aéroport international Pearson de Toronto. Il mentionne également la biométrie et le programme NEXUS.

Enfin, le *ministre Solberg* signale aux participants que le Canada est le principal partenaire commercial de 36 États américains et rappelle que nous ne pouvons pas

tenir notre amitié pour acquise : nous devons nous respecter mutuellement. Il fait observer que les Canadiens sont sensibles aux répercussions des attentats terroristes du 11 septembre 2001, en partie parce que des Canadiens y ont aussi perdu la vie, et sont en faveur de mesures de sécurité proportionnelles au niveau de risque. D'après le ministre, nous devons travailler ensemble dans le but de repousser le périmètre; nous devrions également échanger des renseignements et nous livrer à l'inspection hors site des marchandises. Enfin, il souligne la participation du Canada aux efforts de stabilisation et de reconstruction en Afghanistan.

Question : Le Congrès américain changera-t-il la date de mise en œuvre des clauses relatives aux frontières terrestres et maritimes de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental?

Selon le *représentant Brown*, la technologie requise doit être en place aux frontières terrestres et maritimes pour respecter la date de mise en œuvre de juin 2009 de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental. À son avis, vu l'existence de programmes pour voyageurs dignes de confiance, il n'est pas nécessaire d'inspecter chaque camion qui traverse la frontière. De plus, en insistant sur l'obligation d'avoir des documents qui ne peuvent facilement être reproduits, le représentant Brown souligne l'importance pour les États-Unis de pouvoir identifier les 12 à 20 millions d'étrangers clandestins sur leur territoire.

Séance de questions et réponses

Au cours de la séance de « questions et réponses », les sujets suivants sont soulevés : le commerce, le tourisme et l'économie locale; l'achat de voitures dans un pays en vue de leur utilisation dans l'autre; les avantages procurés par les accords commerciaux sur les plans de la création d'emplois et de l'augmentation des salaires; le coût de production comme critère employé dans les décisions sur l'emplacement des entreprises; la coopération bilatérale comme moyen de faire concurrence aux économies émergentes; les enjeux liés au passage du Nord-Ouest; l'examen bilatéral des politiques d'immigration; la communication internationale de renseignements entre alliés; la nécessité de repousser la frontière vers l'extérieur; l'imposition de mesures de sécurité proportionnelles au niveau de risque; les questions environnementales touchant notamment l'énergie durable, l'air et l'eau.

L'ÉNERGIE : LE SECRET LE MIEUX GARDÉ DU CANADA

Experts :

L'honorable Gary Lunn, C.P., député, ministre des Ressources naturelles du Canada

L'honorable J. Gresham Barrett, membre de la Chambre des représentants des États-Unis

M. Rob Merrifield, député, coprésident du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

M. Emerson Gower, Progress Energy

Question : Quels sont les plus grands défis auxquels les deux pays seront confrontés au cours des dix prochaines années en matière de production d'énergie et d'environnement?

Selon le *ministre Lunn*, il faut à la fois satisfaire l'appétit insatiable pour l'énergie tout en protégeant l'environnement et reconnaître les besoins d'une économie vigoureuse et en pleine croissance. À son avis, le grand défi consiste à réduire le bilan carbone; il s'agit de transformer les défis en possibilités. Il ajoute que le Canada a « énormément d'énergie », alors que les États-Unis ont « énormément de besoins ».

Faisant observer que la France a une grande longueur d'avance et que, chaque semaine, une nouvelle centrale à charbon est achevée en Chine, le *représentant Barrett* fait observer que les États-Unis arrivent sur la piste avec 35 ans de retard et accusent aussi un retard de 35 ans en matière d'énergie. Selon lui, il faut trouver un juste milieu entre les besoins des États-Unis et l'orientation qu'ils doivent prendre. À son avis, il n'y a pas de solution miracle; toutes les formes d'énergie doivent faire partie de la solution. Même s'il faut aussi, d'après lui, réduire le bilan carbone, il faut aussi être compétitif dans l'économie mondiale. Il laisse entendre que les États-Unis sont l'Arabie saoudite du charbon. Enfin, il affirme que les États-Unis doivent viser leur autonomie énergétique. En tant que membre de la Chambre des représentants des États-Unis, la sécurité constitue sa tâche première, et il soutient que la sécurité passe par l'autonomie énergétique.

M. Merrifield parle de la nécessité d'accroître la production énergétique d'une manière durable sur le plan de l'environnement et il souligne l'importance à cet égard de la technologie nouvelle. Il ajoute qu'actuellement, une trop grande part de l'énergie vient de régions en pleins bouleversements géopolitiques. *M. Merrifield* souligne enfin la nécessité de ne pas compromettre notre relation bilatérale et il mentionne la notion d'autonomie énergétique nord-américaine.

Selon *M. Gower*, la consommation ménagère d'électricité est le double de ce qu'elle était il y a trois décennies. À son avis, il faut une capacité de production et des lignes de transmission; de plus, les consommateurs exigent des services publics écoénergétiques. Il signale également l'importance de l'énergie nucléaire et mentionne aux participants, à cet égard, l'uranium canadien.

Question : En quoi consiste l'avenir de l'énergie nucléaire au Canada?

Le *ministre Lunn* affirme que l'énergie nucléaire constituera un élément vital du panier d'énergies futur et qu'elle devient plus propre. Il ajoute que si la décision était prise aujourd'hui de construire une centrale nucléaire, celle-ci ne deviendrait opérationnelle que dans 12 à 16 ans. Le ministre Lunn parle aussi du charbon, en faisant observer que le charbon propre est relativement plus coûteux et que la technologie connexe est relativement nouvelle. Qualifiant les sables bitumineux de l'Alberta de deuxième réserve en importance du monde, il précise que la technologie de la prochaine génération fera baisser le prix de l'extraction. Enfin, il soutient que les législateurs doivent accélérer le processus d'approbation des

règlements en matière environnementale, que celui-ci ne devrait pas prendre cinq ans.

M. Merrifield reconnaît que l'énergie nucléaire constituera une composante importante du panier d'énergies futur, mais il rappelle qu'elle fait l'objet d'une certaine opposition publique. Il laisse entendre que tout ne sera pas sans douleur.

Question : Le Canada est-il une superpuissance énergétique?

Selon le *ministre Lunn*, le Canada est le seul pays membre de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui est un exportateur net d'énergie. Dans ce contexte, les États-Unis sont un excellent marché pour ses exportations énergétiques. Le ministre précise que même s'il faut mettre davantage l'accent sur l'énergie renouvelable, nous continuerons à dépendre pendant un certain temps encore des combustibles fossiles; le grand défi consiste à trouver des moyens de produire l'énergie traditionnelle de manière plus propre.

M. Merrifield qualifie le Canada de superpuissance en matière d'énergie et souligne ses ressources énergétiques considérables et la nécessité de produire l'énergie d'une manière respectueuse de l'environnement. Il signale également les activités énergétiques dans la vallée du Mackenzie et, aux États-Unis, à Prudhoe Bay.

Question : Quelles observations pourrait-on faire au sujet de la Réserve faunique nationale de l'Arctique?

Le *représentant Barrett* affirme que, bien que des forages dans la Réserve faunique nationale de l'Arctique puissent aider les États-Unis à se rapprocher de l'autonomie énergétique, il est peu probable que le Congrès les autorise.

Question : Un changement dans l'administration des États-Unis touche-t-il l'industrie énergétique?

Selon *M. Gower*, un changement dans l'administration des États-Unis exerce une grande influence sur l'industrie énergétique. Cela dit, il croit que, indépendamment de la personne élue à la présidence, des projets de loi seront adoptés au sujet des émissions de gaz à effet de serre prévoyant une taxe sur les émissions carboniques ou le plafonnement et l'échange des droits d'émissions; cela fera augmenter les coûts. *M. Gower* fait également observer qu'en raison de leur caractère intermittent, les énergies éolienne, solaire et de la biomasse ne constituent pas de bonnes sources d'énergie pour répondre à la demande de la charge de base et poussent donc à dépendre au moins en partie du nucléaire, du charbon et du gaz naturel.

Le *représentant Garrett* affirme qu'il est important pour le Congrès américain de donner au secteur privé une idée de l'orientation des États-Unis en matière de politique énergétique.

Question : À quelles mesures législatives en matière d'énergie peut-on s'attendre au Canada?

Le *ministre Lunn* rappelle aux participants que le gouvernement canadien a annoncé récemment un cadre pour les émissions de gaz à effet de serre et qu'après 2012, toute nouvelle exploitation des sables bitumeux devra satisfaire aux normes en matière de capture et de stockage du CO₂. Ce cadre entraînera des coûts pour l'industrie, qui pourraient être absorbés par les consommateurs sous forme de prix accrus. Le ministre Lunn signale qu'un système d'échanges commun sera probablement établi avec les États-Unis, qui adopteront sans doute la même approche que le Canada, peu importe qui est élu à la présidence.

Séance de questions et réponses

Durant la séance de questions et réponses, les sujets suivants sont abordés : l'approbation plus expéditive des règlements; les centrales alimentées au charbon à émissions nulles; les projets de loi sur l'autonomie énergétique dont est saisi le Congrès; l'Accord de libre-échange nord-américain et la sécurité des approvisionnements en énergie.

LES RÉALITÉS POLITIQUES DE DEUX DÉMOCRATIES DIVERSIFIÉES : THÉÂTRE POLITIQUE, FINANCEMENT DES CAMPAGNES ÉLECTORALES ET DIFFÉRENCES DYNAMIQUES ENTRE LE SYSTÈME AMÉRICAIN ET LE SYSTÈME CANADIEN

Experts :

L'honorable Peter Milliken, C.P., député, président de la Chambre des communes du Canada

L'honorable Jay Hill, C.P., député, secrétaire d'État

L'honorable Henry Brown, membre de la Chambre des représentants des États-Unis et coprésident du Congressional Friends of Canada Caucus

M. Theo Caldwell, président, Caldwell Asset Management, Inc.

M. Eddie Dyer, Coastal Carolina University

Question : Quels changements ont été apportés récemment au financement des campagnes électorales?

Le *ministre Hill* fait observer que les lois sur le financement des campagnes électorales évoluent tant au Canada qu'aux États-Unis et il signale aux participants qu'au Canada, les dons de sociétés et de syndicats aux partis politiques fédéraux ont été complètement éliminés; en outre, des limites ont été imposées aux dons des particuliers. Il précise aussi que des limites s'appliquent au montant que les partis politiques fédéraux peuvent dépenser durant une campagne et que les candidats peuvent dépenser dans leur circonscription. Le ministre Hill note que l'appui fédéral aux campagnes électorales prend la forme d'un remboursement partiel des dépenses d'élection, à condition d'obtenir une certaine proportion des voix; le soutien fédéral aux partis politiques consiste dans

le paiement d'un montant prédéterminé pour chaque voix exprimée en faveur du parti.

Selon le *représentant Brown*, certains candidats consacrent plus de 4 millions de dollars à leur campagne électorale, qui survient aux deux ans pour les membres de la Chambre des représentants et aux six ans pour les sénateurs. Il parle également des droits de dépôt, des dons des particuliers et des comités d'action politique et des contributions faites par ceux qui occupent des postes de direction à leur parti et aux candidats moins solides.

Question : Quels changements devraient être apportés au système électoral actuel?

Se concentrant sur le système électoral des États-Unis, *M. Dyer* préconise de limiter la durée des campagnes électorales.

M. Caldwell explique aux participants les récentes mesures législatives canadiennes prévoyant des périodes électorales fixes et il suggère de revoir les règles s'appliquant aux primaires et au caucus du Parti démocrate.

Selon le *président des Communes Milliken*, l'avènement au Canada de périodes électorales fixes pourrait avoir une influence sur les sommes dépensées juste avant le début de la campagne électorale, étant donné que le montant des dépenses permises durant la campagne de 36 jours est déjà limité. Il fait en outre observer que si les candidats sont certains de recueillir la part des voix requise pour avoir droit au remboursement par le gouvernement fédéral d'une partie des dépenses électorales, ils ne sont pas obligés de réunir la totalité des fonds dépensés durant une campagne électorale.

Enfin, le *ministre Hill* parle du système majoritaire uninominal, qui peut selon lui créer des problèmes dans un régime où il y a plus de deux partis. Il mentionne dans ce contexte d'autres options comme la représentation proportionnelle et le mode de scrutin préférentiel. Enfin, il affirme que dans le cas d'un gouvernement majoritaire, le pouvoir du premier ministre n'est essentiellement pas contesté.

Question : Si le système canadien comporte une période trop courte pour permettre un examen fouillé des candidats alors qu'aux États-Unis, les campagnes électorales sont peut-être trop longues, quelle serait la durée idéale d'une campagne?

Selon *le président des Communes Milliken*, la durée des campagnes électorales fédérales est suffisamment longue pour se prêter à un examen fouillé des candidats. À son avis, le système d'élections à date fixe des États-Unis permet d'avoir une longue campagne électorale et de faire beaucoup de planification; si un système analogue était adopté au Canada, le déroulement traditionnel des campagnes électorales pourrait être appelé à changer.

M. Caldwell fait observer que, jusqu'à récemment, les Canadiens savaient « qui » mais non « quand », tandis que les Américains savaient « quand » mais non « qui »; avec les changements législatifs envisagés au Canada, on saura à la fois « qui » et « quand ». Selon lui, la réponse à la question de savoir si une période de 36 jours est suffisamment longue pour faire un examen détaillé des candidats dépend de l'endroit, étant donné que certaines circonscriptions votent toujours de la même façon, et du statut de titulaire du candidat.

Le *ministre Hill* se dit en faveur d'une campagne électorale de 36 jours.

Question : Quel impact l'origine raciale, le sexe et la religion ont-ils dans la course à la présidence des États-Unis ?

Selon *M. Dyer*, l'origine raciale constitue un enjeu dans l'actuelle course à la présidence, bien qu'il faille revoir la définition d'« origine raciale »; il signale, par exemple, que la mère du sénateur Barack Obama est blanche. Il fait également des observations au sujet de la polarisation raciale dans la course à l'investiture du Parti démocrate.

M. Caldwell croit que l'origine raciale, le sexe et la religion occupent trop de place dans l'actuelle course à la présidence. À son avis, les candidats devraient être évalués à leurs idées.

Enfin, le *représentant Brown* signale que l'origine raciale ne revêt pas beaucoup d'importance aux États-Unis; il soutient qu'il faut quelqu'un qui puisse rallier tout le monde.

Question : Durant la prochaine campagne électorale au Canada, dans quelle mesure est-il probable que les États-Unis ne soient pas au programme?

Le *ministre Hill* estime qu'il est difficile de ne pas inscrire les États-Unis au programme d'élections canadiennes étant donné que la relation bilatérale est si indispensable à la prospérité du Canada.

Selon *le président des Communes Milliken*, à moins d'une affaire qui défraie la manchette, il n'y a aucune raison d'inscrire les États-Unis « au programme » d'une élection canadienne. À son avis, les États-Unis ne sont ordinairement pas un facteur déterminant dans les campagnes électorales canadiennes.

Question : La période des questions, au Parlement canadien, représente-t-elle une occasion utile ou une perte de temps?

Le *président des Communes Milliken* croit que la période des questions permet aux partis de l'opposition de demander au gouvernement de rendre des comptes et à ce dernier, de défendre ses politiques.

De même, le *ministre Hill* estime que la période des questions est utile dans un système démocratique et permet aux partis de l'opposition de poser quotidiennement des questions aux ministres.

Séance de questions et réponses

Durant la séance de questions et réponses, les sujets suivants ont été examinés : le rôle des médias et d'Internet dans les campagnes électorales; la possibilité d'avoir plus de deux partis politiques aux États-Unis et l'appui fédéral aux États-Unis pour un système de soins de santé.

LES ÉTATS-UNIS, LE CANADA ET LA SCÈNE MONDIALE : COMBATTRE LE TERRORISME ET GAGNER LA GUERRE EN AFGHANISTAN

Experts :

Le général Rick Hillier, chef d'État-major de la Défense nationale du Canada

L'honorable Greg Thompson, C.P., député, ministre des Anciens combattants

Major-général Stan Spears, adjudant général de la Caroline du Sud

Le général Hillier ouvre la séance en faisant un bref exposé où il touche aux points suivants :

- certains changements sont apportés à la structure de commandement et de contrôle des Forces canadiennes, et les membres du personnel sont habilités à exercer les fonctions pour lesquelles ils ont été choisis et formés;
- des changements sont apportés à la façon dont les membres du personnel des Forces canadiennes sont formés et menés;
- les Forces canadiennes attachent plus d'importance à la condition physique, en partie parce qu'il est important d'être en bonne condition physique pour porter 100 livres de matériel par des températures qui peuvent atteindre 53 degrés Celsius et en partie parce que la condition physique constitue un aspect fondamental de la guerre contre le terrorisme;
- à l'heure actuelle, les Forces canadiennes recrutent beaucoup parce qu'elles offrent un salaire et des avantages concurrentiels et que les recrues sont à la recherche d'un défi et d'une occasion de servir leur pays;

- la population cible pour le recrutement est le groupe des 18 à 29 ans, et 17 % des membres de ce groupe démographique au Canada envisagent d'entrer dans les Forces d'ici trois ans;
- en raison des revendications de souveraineté, les Forces canadiennes attachent plus d'importance au Nord;
- l'an dernier, les Forces ont pris part à 8 000 interventions de recherche et de sauvetage;
- les Forces canadiennes assurent une assistance humanitaire en cas de catastrophes, y compris dans les cas d'ouragans et de tempêtes de verglas;
- les Forces canadiennes reçoivent un nouvel équipement, y compris des aéronefs C-17 et C-130 et des chars Leopard II;
- les membres des Forces canadiennes participent à la mission des Nations Unies en Afghanistan, à la demande des habitants de ce pays, et ils essaient de les aider à bâtir leur avenir, y compris sur les plans de la santé, de l'éducation, de l'infrastructure, etc.;
- en Afghanistan, l'éducation est considérée comme un moyen de sortir de la situation actuelle, bien qu'il soit important également d'aider les Afghans à développer notamment leurs institutions gouvernementales, économiques et de sécurité;
- il y a actuellement plus de deux millions de mines en Afghanistan;
- la guerre au terrorisme doit être une initiative multinationale pour avoir le sérieux requis, réunir les compétences nécessaires, etc.;
- l'appui des Canadiens permet aux Forces canadiennes de poursuivre leurs efforts.

Question : En quoi consiste le rôle de la Garde nationale de la Caroline du Sud?

Le *major général Spears* signale que la Garde nationale de la Caroline du Sud a perdu dix des siens depuis le début de la guerre. La Garde nationale assure la formation de l'Armée nationale afghane et aide à reconstruire des collectivités.

Question : Pourquoi l'appui donné par la Chambre des communes à la seconde motion sur l'Afghanistan était-il beaucoup plus décisif que celui accordé à la première motion?

Selon le *ministre Thompson*, les Canadiens font un lien entre les sacrifices consentis et la valeur des obligations internationales du Canada. D'après lui, les Canadiens appuient ce qui se fait en Afghanistan. Le ministre Thompson ajoute également que le Canada a une longue histoire de participation aux opérations de maintien et de rétablissement de la paix. Enfin, il soutient que les membres des Forces canadiennes doivent savoir que les Canadiens seront là pour eux si la situation tourne mal.

Question : Que faut-il pour assurer la victoire des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord?

Le *général Hillier* croit qu'il faut de l'uniformité, de la cohérence, de la cohésion et de la confiance pour réussir, et il faut éviter d'avoir une coalition de pays disposés à l'intérieur d'une coalition de pays moins disposés. Il soutient que tous les intervenants doivent se concentrer sur la mission.

Selon le *major général Spears*, les troupes sont fières de leurs réalisations et des résultats; l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord doit être victorieuse.

Enfin, le *ministre Thompson* affirme que des progrès sont accomplis. Il croit que le monde civilisé a tracé une ligne dans le sable, comme il l'a fait durant la Première et la Seconde guerres mondiales et en Corée.

Question : Combien de temps serons-nous en Afghanistan?

Selon le *général Hillier*, la communauté internationale sera en Afghanistan jusqu'à ce que les problèmes de gouvernance du pays soient réglés.

Le *ministre Thompson* signale que malgré les progrès accomplis et le renforcement de la capacité, on ne sait pas encore combien de temps les troupes resteront en Afghanistan.

Enfin, le *major général Spears* affirme que la Caroline du Sud a de l'endurance en Afghanistan.

Question : Qu'est-ce que les gens devraient savoir à propos de la frontière avec le Pakistan?

Le *général Hillier* fait observer que les dirigeants du Taliban résident au Pakistan, où il y a une absence de gouvernance. Selon lui, le Pakistan fait beaucoup, mais doit faire plus; la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan n'est pas plus sûre aujourd'hui qu'elle l'était il y a un an.

Le *major général Spears* ne s'attend pas à une amélioration de la relation.

Enfin, le *ministre Thompson* croit que la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan demeure un problème; il y a beaucoup de travail à faire.

Séance de questions et réponses

Durant la séance de questions et réponses, les sujets suivants ont été abordés : la motion présentée à la Chambre des communes sur l'Afghanistan; le Soudan; la coopération entre le Taliban et Al-Qaeda; le Rapport du Groupe d'experts indépendant

sur le rôle futur du Canada en Afghanistan (le rapport Manley); les possibilités économiques en Afghanistan qui ne sont pas liées au trafic de la drogue; l'importance de l'éducation; et le microfinancement.

Respectueusement soumis,

L'hon. Jerahmiel Grafstein, sénateur
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Rob Merrifield, député
coprésident
Groupe interparlementaire
Canada-États-Unis

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis
ACTIVITÉ	47 ^e <i>Canadian-American Days</i>
DESTINATION	Myrtle Beach, Caroline du Sud, États- Unis d'Amérique
DATES	Du 25 au 30 mars 2008
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Frank Mahovlich, sénateur
CHAMBRE DES COMMUNES	M. Rob Merrifield, député, coprésident M. Brad Trost, député M. Tom Lukiwski, député L'hon. Wayne Easter, c.p., député M. Paul Crête, député M. Guy André, député
PERSONNEL	June Dewetering, analyste
TRANSPORT	5 908.00 \$
HÉBERGEMENT	Ø \$
HOSPITALITÉ	Ø \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	262.99\$
CADEAUX OFFICIELS	94.00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	Ø \$
TOTAL	6 264.99 \$